

page 17579, article 2, lire entre les §§ 3 et 5, un § 4 :

« § 4. La marque de salubrité déterminée à l'annexe 5 sous V est apposée dans les abattoirs sur toutes les viandes reconnues ou déclarées improches à la consommation humaine. »

page 17580, date de sanction, lire :

« Bruxelles, le 2 juillet 1993 », au lieu de :

« Bruxelles, le 28 juin 1993 ».

bladzijde 17579, artikel 2, lees tussen de §§ 3 en 5, een § 4 in de Franse tekst :

« § 4. La marque de salubrité déterminée à l'annexe 5 sous V est apposée dans les abattoirs sur toutes les viandes reconnues ou déclarées improches à la consommation humaine. »

bladzijde 17580, bekrachtigingsdatum, lees :

« Brussel, 2 juli 1993 » in plaats van :

« Brussel, 28 juni 1993 ».

**MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES,
DU COMMERCE EXTERIEUR
ET DE LA COOPERATION AU DEVELOPPEMENT**

F. 93 — 2612

12 OCTOBRE 1993. — Arrêté royal. — Reconnaissance d'Etat

Vu l'article 68 de la Constitution;

Considérant que le 9 avril 1993 l'*« ex-République yougoslave de Macédoine »* a été admise aux Nations Unies sous cette appellation en attendant que soit réglée la divergence qui a surgi au sujet du nom de ce nouvel Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires étrangères,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le Royaume de Belgique a reconnu comme Etat souverain et indépendant à la date du 9 avril 1993 l'*« ex-République yougoslave de Macédoine »*, sous cette appellation provisoire.

Art. 2. Le présent arrêté sera publié au *Moniteur belge*.

Art. 3. Notre Ministre des Affaires étrangères est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 12 octobre 1993.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires étrangères,
W. CLAES

MINISTÈRE DE LA PREVOYANCE SOCIALE

F. 93 — 2613

22 SEPTEMBRE 1993. — Arrêté royal modifiant l'arrêté royal du 21 décembre 1971 portant exécution de certaines dispositions de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail et l'arrêté royal du 10 décembre 1987 fixant les modalités et les conditions de l'entérinement des accords par le Fonds des accidents du travail

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, notamment les articles 58, § 1^{er}, 7^o et 65, modifiés par l'arrêté royal n° 530 du 31 mars 1987;

Vu l'arrêté royal du 21 décembre 1971 portant exécution de certaines dispositions de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, notamment l'article 35bis, alinéa 1^{er}, y inséré par l'arrêté royal du 10 décembre 1987;

Vu l'arrêté royal du 10 décembre 1987 fixant les modalités et les conditions de l'entérinement des accords par le Fonds des accidents du travail, notamment l'article 2, alinéa 2, *d*);

Vu l'avis du Comité de gestion du Fonds des accidents du travail du 16 novembre 1992;

Vu l'avis du Conseil d'Etat;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires Sociales,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Dans l'article 35bis de l'arrêté royal du 21 décembre 1971 portant exécution de certaines dispositions de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, inséré par l'arrêté royal du 10 décembre 1987, l'alinéa 1^{er} est remplacé par la disposition suivante :

« Lors de l'envoi de l'accord visé à l'article 5 de l'arrêté royal du 10 décembre 1987 fixant les modalités et les conditions de l'entérinement des accords par le Fonds des accidents du travail, le Fonds pour les accidents du travail devra prendre en compte les dispositions de l'accord visé à l'article 5 de l'arrêté royal du 10 décembre 1987 fixant les modalités et les conditions de l'entérinement des accords par le Fonds pour les accidents du travail, à l'exception de l'alinéa 1^{er} de l'article 35bis de l'arrêté royal du 21 décembre 1971 portant exécution de certaines dispositions de la loi du 10 avril 1971 sur les accidents du travail, inséré par l'arrêté royal du 10 décembre 1987, qui sera remplacé par la disposition suivante :

**MINISTERIE VAN BUTTENLANDSE ZAKEN,
BUTTENLANDSE HANDEL
EN ONTWIKKELINGSSAMENWERKING**

N. 93 — 2612

12 OKTOBER 1993. — Koninklijk besluit. — Erkenning van Staat

Gelet op artikel 68 van de Grondwet;

Overwegende dat op 9 april 1993 de « Voormalige Joegoslavische Republiek Macedonië » onder die benaming tot de Verenigde Naties werd toegelaten, in afwachting van de regeling van het geschil dat omtrent de naam van deze nieuwe Staat is gerezen;

Op de voordracht van Onze Minister van Buitenlandse Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het Koninkrijk België heeft op 9 april 1993 de « Voormalige Joegoslavische Republiek Macedonië » onder deze tijdelijke benaming erkend als soevereine en onafhankelijke Staat.

Art. 2. Dit besluit zal worden bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 3. Onze Minister van Buitenlandse Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 12 oktober 1993.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Buitenlandse Zaken,
W. CLAES

MINISTERIE VAN SOCIALE VOORZORG

N. 93 — 2613

22 SEPTEMBER 1993. — Koninklijk besluit tot wijziging van het koninklijk besluit van 21 december 1971 houdende uitvoering van sommige bepalingen van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971 en het koninklijk besluit van 10 december 1987 houdende vaststelling van de wijze en voorwaarden van de bekrachtiging van de overeenkomsten door het Fonds voor arbeidsongevallen

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, inzonderheid op de artikelen 58, § 1, 7^o en 65, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 530 van 31 december 1987;

Gelet op het koninklijk besluit van 21 december 1971 houdende uitvoering van sommige bepalingen van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, inzonderheid op artikel 35bis, eerste lid, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 10 december 1987;

Gelet op het koninklijk besluit van 10 december 1987 houdende vaststelling van de wijze en voorwaarden van de bekrachtiging van de overeenkomsten door het Fonds voor arbeidsongevallen, inzonderheid op artikel 2, tweede lid, *d*);

Gelet op het advies van het Beheerscomité van het Fonds voor arbeidsongevallen van 16 november 1992;

Gelet op het advies van de Raad van State;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. In artikel 35bis van het koninklijk besluit van 21 december 1971 houdende uitvoering van sommige bepalingen van de arbeidsongevallenwet van 10 april 1971, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 10 december 1987, wordt het eerste lid vervangen door de volgende bepaling :

« Bij het opstellen van de overeenkomst, bedoeld in artikel 5 van het koninklijk besluit van 10 december 1987 houdende vaststelling

ment des accords par le Fonds des accidents du travail, l'assureur demande l'accord du Fonds sur les appareils de prothèse et d'orthopédie qui sont nécessaires. »

Art. 2. L'article 2, alinéa 2, *d)*, de l'arrêté royal du 10 décembre 1987 fixant les modalités et les conditions de l'entérinement des accords par le Fonds des accidents du travail est remplacé par le texte suivant :

« *d)* du dossier de prothèse. »

Art. 3. Le présent arrêté s'applique aux accidents du travail survenus après le 31 décembre 1987.

Art. 4. Notre Ministre des Affaires sociales est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 22 septembre 1993.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales,
B. ANSELME

F. 93 — 2614

27 SEPTEMBRE 1993. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 fixant l'intervention visée à l'article 25, § 9, de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité dans les maisons de soins psychiatriques

Le Ministre des Affaires sociales,

Vu la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, notamment l'article 25, § 9, inséré par l'arrêté royal n° 58 du 22 juillet 1982, modifié par l'arrêté royal n° 132 du 30 décembre 1982 et par les lois des 1^{er} août 1985 et 15 février 1993;

Vu l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 fixant l'intervention visée à l'article 25, § 9, de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité dans les maisons de soins psychiatriques, modifié par les arrêtés ministériels des 22 avril 1991, 12 décembre 1991, 13 juillet 1992 et 15 janvier 1993;

Vu la proposition du Comité de l'assurance du Service des soins de santé de l'Institut national d'assurance maladie-invalidité, émise le 19 juillet 1993;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifiée par les lois des 9 août 1980, 16 juin 1989 et 4 juillet 1989;

Vu l'urgence;

Considérant qu'il convient d'adapter sans délai l'intervention de l'assurance maladie soins de santé dans les maisons de soins psychiatriques en fonction des nouvelles normes pour l'agrément spécial relatives à ces établissements,

Arrête :

Article 1^{er}. L'intitulé de l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 fixant l'intervention visée à l'article 25, § 9, de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire contre la maladie et l'invalidité pour les prestations visées à l'article 23, 13^o, de la même loi, modifié par les arrêtés ministériels des 22 avril 1991, 12 décembre 1991, 13 juillet 1992 et 15 février 1993, est remplacé par l'intitulé suivant :

« Arrêté ministériel du 10 juillet 1990 fixant l'intervention visée à l'article 25, § 12, de la loi du 9 août 1963 instituant et organisant un régime d'assurance obligatoire soins de santé et indemnités dans les maisons de soins psychiatriques ».

Art. 2. A l'article 1^{er} de l'arrêté ministériel du 10 juillet 1990 précité sont apportées les modifications suivantes :

1^o le § 1^{er}, premier alinéa, est complété par les dispositions suivantes :

« F 1972 à partir du 2 avril 1993. »;

van de wijze en voorwaarden van de bekraftiging van de overeenkomsten door het Fonds voor arbeidsongevallen, vraagt de verzekeraar het akkoord van het Fonds over de prothesen en orthopedische toestellen die nodig zijn. »

Art. 2. Artikel 2, tweede lid, *d)*, van het koninklijk besluit van 10 december 1987 houdende vaststelling van de wijze en voorwaarden van de bekraftiging van de overeenkomsten door het Fonds voor arbeidsongevallen wordt vervangen door de volgende tekst :

« *d)* het prothesedossier. »

Art. 3. Dit besluit is van toepassing op de arbeidsongevallen overkomen na 31 december 1987.

Art. 4. Onze Minister van Sociale Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 22 september 1993.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken,
B. ANSELME

N. 93 — 2614

27 SEPTEMBER 1993. — Ministerieel besluit houdende wijziging van het ministerieel besluit van 10 juli 1990 tot vaststelling van de tegemoetkoming, bedoeld in artikel 25, § 9, van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering in de psychiatrische verzorgingstehuizen

De Minister van Sociale Zaken,

Gelet op de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, inzonderheid op artikel 25, § 9, ingevoegd bij het koninklijk besluit nr. 58 van 22 juli 1982, gewijzigd bij het koninklijk besluit nr. 132 van 30 december 1982 en bij de wetten van 1 augustus 1985 en 15 februari 1993;

Gelet op het ministerieel besluit van 10 juli 1990 tot vaststelling van de tegemoetkoming bedoeld in artikel 25, § 9, van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering in de psychiatrische verzorgingstehuizen, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 22 april 1991, 12 december 1991, 13 juli 1992 en 15 januari 1993;

Gelet op het voorstel van het Verzekeringscomité van de Dienst voor geneeskundige verzorging van het Rijksinstituut voor ziekte- en invaliditeitsverzekering, uitgebracht op 19 juli 1993;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wetten van 9 augustus 1980, 16 juni 1989 en 4 juli 1989;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de tegemoetkoming van de verzekering voor geneeskundige verzorging in de psychiatrische verzorgingstehuizen onverwijd behoort te worden aangepast, rekening houdende met de nieuwe normen voor de bijzondere erkenning betreffende die inrichtingen,

Besluit :

Artikel 1. Het opschrift van het ministerieel besluit van 10 juli 1990 tot vaststelling van de tegemoetkoming, bedoeld in artikel 25, § 9, van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte ziekte- en invaliditeitsverzekering voor de in artikel 23, 13^o, van dezelfde wet bedoelde verstrekkingen, gewijzigd bij de ministeriële besluiten van 22 april 1991 12 december 1991, 13 juli 1992 en 15 februari 1993, wordt vervangen door het volgende opschrift

« Ministerieel besluit van 10 juli 1990 tot vaststelling van de tegemoetkoming, bedoeld in artikel 25, § 12, van de wet van 9 augustus 1963 tot instelling en organisatie van een regeling voor verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen in de psychiatrische verzorgingstehuizen »

Art. 2. In artikel 1 van het genoemde ministerieel besluit van 10 juli 1990 worden de volgende wijzigingen aangebracht

1^o § 1, 1e lid, wordt aangevuld met de volgende bepalingen

« F 1972 vanaf 2 april 1993. »;